

CIBLE

Florange

On dit ou on laisse dire, au gouvernement, que Mittal ne tient pas ses engagements et puis on décide, in extremis, de faire confiance à ce forban international.

On dit ou on laisse dire, au gouvernement, qu'il pourrait y avoir une « nationalisation transitoire » - étrange unité productive qui ne sera rendue que provisoirement à la nation - et puis on renvoie la demi-mesure aux calendes grecques.

Somme toute on trahit les ouvriers, les employés, les cadres qui croient à l'utilité de leur travail et qui veulent faire du bon ouvrage. Et on laisse un outil industriel entre les mains d'un homme qui n'a qu'un seul but : l'élimination de toute la concurrence qui pourrait nuire à ses affaires.

N'oublions jamais : l'aboutissement de l'absolue concurrence, c'est l'établissement d'un monopole par élimination successive de tous les concurrents. Et ce sont des socialistes qui laissent faire ce prédateur !

La preuve est faite. Le gouvernement cherche à éviter quelques naufrages - où à les retarder en préservant les apparences. Mais il n'a pas la moindre intention de mettre en œuvre une politique industrielle nationale.

FRANCE

Pour l'industrie

Emploi

**Flexi...
insécurité**

p. 4

Idées

**Chrétiens
de gauche**

p. 9

L'urgence d'attendre

Nous avons signalé ⁽¹⁾ que la tragi-comédie des gaz de schiste allait se poursuivre : l'actualité nous le confirme et la pièce bat son plein.

Premier acte. Le gouvernement ne reviendra pas sur l'interdiction de l'exploitation des gaz de schiste par fracturation hydraulique, **ligne rouge** pour les écologistes.

Deuxième acte. Les pétroliers sont mécontents et jouent en coulisse s'appuyant sur le rapport de l'AIE (2) : ça ne pollue pas tant que ça, les États-Unis en tirent leur indépendance énergétique et leur économie s'en trouve fort bien, si on ne fait pas comme eux on va perdre la course à la compétitivité, etc.

Troisième acte. Rassemblement des **pro** autour de Louis Gallois (copie de l'AIE) qui recommande de poursuivre la recherche. Très tentant pour nos ministres, Montebourg en tête, et pour un nombre encore plus grand d'industriels. (3) En face, mobilisation des **anti**, sous la houlette de Corinne Lepage, (4) qui réfutent point par point ces arguments : diminution des gisements inconnue, nombre d'emplois très surestimé, bénéfice pour la France probablement faible, pollution assurée, dégâts sur le

tissu environnemental et social évidents, etc..

Comme d'habitude, les plaidoyers de chaque parti sont trop excessifs pour être convaincants. Ainsi Rocard (5) ne craint pas de dire que le gaz de schiste est pour la France ce qu'est le pétrole pour le Qatar : sans évaluation réalisée, cet argument est bidon. Ceux - très sérieux - sur la pollution sont en revanche balayés de façon éhontée. Quant aux chiffres sur l'emploi et la croissance ils sont très optimistes, pour ne pas dire mensongers. On ne doit pas pour autant diaboliser les gaz de schiste comme le font les écologistes. Toutes les sources d'énergie sont polluantes mais tant que nous en avons besoin, nous devons accepter d'en payer le prix.

Quelle est la priorité ? Pour le système ultra-libéral c'est la croissance et son corollaire la *compétitivité*. Allègre a un discours limpide : « *La solution [pour la croissance], c'est l'innovation technologique, avec comme condition première l'énergie à bon marché. Mais on ne provoquera pas la croissance si*

on est hostile au progrès scientifique (...) et aux gaz et huiles de schiste ! » (6) Opinion qui relègue au second plan toute autre considération. Il a raison : si l'énergie à bon marché est vitale, alors le schiste doit être exploité ; la vie passe avant tout le reste. Ce modèle est en train de détruire la société tant du point de vue économique qu'écologique, social et politique. Va-t-il durer dix, vingt, cinquante ans ? Peu importe, il arrive à son terme. Tout le monde sait que son remplacement se fera dans la douleur, mais personne ne veut prendre la responsabilité de le mettre en œuvre alors que chaque retard va coûter.

Il est pourtant urgent de concevoir des alternatives viables. Quelles qu'elles soient, toutes devront éviter cette dépendance mortelle à l'énergie bon marché. Dans ces conditions, des ressources à risque comme les gaz de schiste seront à manier avec des pincettes. Des alternatives existent : nous avons déjà signalé l'existence en France d'un gisement d'énergies renouvelables locales, présentes à profusion mais inutilisées, qui pourrait

s'ajouter à la production industrielle (pétrole, nucléaire, etc.). (7)

En attendant, deux conclusions. Corinne Lepage a tout à fait raison : il est urgent d'attendre ! L'énergie reste bon marché, particulièrement en France grâce au nucléaire et le gaz de schiste n'est pas encore indispensable. Rien ne presse. Si l'on calculait les effets de l'extraction, le bilan serait probablement négatif. Bien sûr, s'il s'avère possible dans le futur d'extraire cette ressource sans risque pour le milieu, très bien ; en attendant elle ne va pas s'envoler.

Si l'exploitation des gaz de schiste était décidée, elle ne pourrait avoir qu'une justification : accompagner la transition vers un nouveau modèle de société plus respectueux de l'environnement et surtout de l'homme, en rendant par exemple pendant quelques années la France indépendante de tout approvisionnement extérieur. Toute autre motivation : gain financier, croissance, compétitivité etc., donc maintien du système, ne ferait que gaspiller aux dépens de l'environnement une ressource non renouvelable et reporter les décisions nécessaires de quelques années, en les rendant plus difficiles à appliquer.

François VILLEMONTAIX

⁽¹⁾ [Royaliste n° 999, pages 6-7, «Énergie - Quelle politique choisir?»](#)

⁽²⁾ Agence Intern. de l'Énergie.

⁽³⁾ Pétition dans *L'Usine Nouvelle*, 19 septembre

⁽⁴⁾ & ⁽⁵⁾ *Le Monde*, 10 et 13 novembre.

⁽⁶⁾ *Le Point*, 5 juillet.

⁽⁷⁾ Motion « *Politiques de l'énergie* » adoptée lors du 31^e Congrès de la NAR les 17 & 18 mars 2012.

royaliste
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE MARTINARD RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : L'urgence d'attendre - p.3 : Double zéro - p.4 : La boîte de Pandore est ouverte - p.5 : L'État de Palestine - p.6/7 : Réplique à Anne Lauvergeon - p.8 : De la guerre en Libye - p.9 : La fin du christianisme de gauche ? - p.10 : Aragon interdit - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Éloge d'une sacrifiée.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

.....

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

[trois mois \(20 €\)](#) [six mois \(30 €\)](#) [un an \(50 €\)](#) [soutien \(120 €\)](#)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Double zéro

Passé le temps de la franche rigolade, le feuilleton Copé-Fillon crispe de plus en plus de gens de l'UMP, de sympathisants de droite et afflige tous les autres. Querelle de personnes où syndrome d'une décomposition-recomposition de la droite ? En tout cas, retour raté de Sarközy...

La création de l'UMP en 2002 marquait la victoire définitive du RPR sur son allié UDF. Pour autant, l'écart des cultures et des histoires rendait cette union un peu problématique. La mise par-dessus bord des restes du gaullisme facilitait, il est vrai les choses. Tout cela faisait syndicat d'intérêts mais entraînait pleinement dans les vœux de l'électorat de droite. Tant que la tête ne posait pas de problème, il n'y avait guère de raison de s'inquiéter pour l'avenir de ce curieux conglomérat.

Depuis 2002, la droite n'a gagné que des élections présidentielles et législatives. Pour les autres, le parti socialiste lui a mangé la laine sur le dos aux élections locales, ce qui ne pouvait manquer d'affaiblir l'UMP et de faire souffler un vent mauvais au cas où... Et la défaite de Nicolas Sarközy a ouvert la boîte de Pandore. Une fois le **grand chef** disparu, la question de la personnalisation de la direction se posait. Dans une génération faite toute de médiocrité des hommes et des idées, la différence ne peut s'établir que sur des éléments secondaires. Curieuse idée que de faire élire le président du parti par un public de militants qui n'a jamais été habitué à cela. Pour la première fois depuis la création de l'UDR, il n'y a pas de chef naturel, pas d'évidence.

Procéder à une élection allait presque de soi. Le succès de la

primaire socialiste a donné des idées et renvoyé aux rayons des vieilleries les autres modes de désignation. Pourtant les deux adversaires ne pouvaient être à égalité dans la mesure où Jean-François Copé tenait appareil et moyens. À partir de là, il allait de soi que les choses se passeraient mal. François Fillon est un mou dépressif et Copé un assez rude coquin. Tout a été fait par l'équipe du secrétaire général pour que les choses soient sous (son) contrôle. Y compris la mise sur pied d'un curieux système de vote par procuration dont tout le monde sait depuis toujours qu'il est le véhicule préféré de la tricherie.

Copé avait misé sur l'incapacité supposée de son adversaire à réagir face à des méthodes qu'il faut bien nommer : méthode de voyous. Pendant quinze jours, et par médias interposés, ce qui est un comble, les deux équipes se sont étripées à qui mieux mieux. Les tentatives de régler la question, dans la dignité avec Alain Juppé et dans la magouille avec Nicolas Sarközy ont piteusement échoué, à la grande fureur du dernier nommé dont l'autorité supposée n'a pas pesé lourd face aux stratégies des ego. À son sujet se pose d'ailleurs la question de sa double présence dans le jeu politique et au Conseil constitutionnel.

Le souci vient du fait qu'il n'y a pas de différence politique entre les deux, n'évoquons même pas l'idéologie, trop

grand mot pour trop petits personnages. Sur quoi s'opposer quand rien ne vous oppose ? Du moins rien de marquant. Le vote des motions internes a aussi de quoi surprendre, droite dure et droite humaniste faisant jeu égal mais là encore les groupes composites se répartissent presque à égalité entre les deux protagonistes. Y a-t-il de quoi faire deux partis ? Même pas sûr, la menace de scission n'étant au réel qu'un simple moyen de pression pour faire fléchir l'adversaire et obtenir à tout le moins un nouveau vote, bien mieux organisé. On suppose, sans que cela ne soit bien prouvable que le Front national tirerait les marrons du feu. À la marge, c'est bien possible mais y a-t-il de quoi faire basculer les équilibres ? Rien de moins sûr. Quant à l'UDI de l'inénarrable Borloo, il n'est guère plus sûr qu'il soit susceptible de faire quoi que ce soit d'un hypothétique afflux de militants et d'élus.

Le ridicule est ce dont on meurt le moins en politique. La presse de droite a beau éructer, rien n'y fait. Personne ne sait comment sortir de ce guépier. L'un d'entre eux doit se déjuger et ils ne sont pas assez forts politiquement ni l'un ni l'autre pour ne pas perdre gros dans l'aventure. Les militants n'auront pas la parole puisque Copé refuse le référendum sur l'organisation d'un nouveau vote. Qu'est-ce qui sera le plus destructeur : le passage en force de l'Alérian de Meaux ou la posture - qui se voudrait digne - du parachuté du VII^e arrondissement ? Cette première tentative démocratique à droite a tourné court. Son image et celle des protagonistes sont durement affectées. C'est tout ; mais est-ce vraiment là le problème ?

Pascal BEAUCHER

L'écho des blogs

Il faut qu'on organise la faillite des banques !

A signaler la version renouvelée du blog d'Olivier Berruyer lescris.fr (1). Il nous fournit toujours autant d'informations accompagnées de précieux graphiques. Chaque semaine il faut écouter le billet d'humeur - et de lucidité - d'Olivier Delamarche, un acteur au cœur du système financier car associé et gérant de Platinum Gestion. Ce dernier revient sur le « 427^e plan d'aide à la Grèce » ce qui lui fait dire « *En effet, à la prochaine échéance, la Grèce expliquera qu'elle ne peut payer. Et nous aurons alors le choix entre : ne pas céder, et la Grèce sera en défaut, et nous passerons des milliards d'euros en perte et il faudra recapitaliser la BCE, ou nous céderons et accorderons de nouveaux délais.* » A écouter également Philippe Béchade, rédacteur en chef à la chronique Agora. Ce spécialiste lui aussi de la finance dénonce les trucages et manipulations de chiffres. Ceux de l'INSEE annonçant chaque mois une croissance en très légère progression pour corriger à la baisse le chiffre le mois suivant « *notre mémoire de poisson nous faisant tout oublier* » les responsables masquent ainsi le fait que la France est entrée en récession. Il dénonce également, avec précision et données à l'appui, les manipulations que subit l'évolution de l'indice du CAC 40 selon le tempo politique.

Nouveauté également avec le magazine internet *Ragemag* (2). Lire la publication d'une interview très intéressante de Jean-Luc Gréau, pour la sortie de son livre *La grande récession*, par la bloggeuse Coralie Delaume (3). Le diagnostic de Jean-Luc Gréau est le suivant, pour s'être interdit d'agir sur les taux de change de l'euro, nos gouvernements ont renoncé à dévaluer et se privent du remède car « la dévaluation est davantage qu'une solution, elle est le préalable à toute solution. » Que reste-t-il alors pour sortir de l'endettement ? « *il faut qu'on organise la faillite des banques* ».

François ENNAT

- ☞ (1) <http://www.les-crisis.fr/>
- ☞ (2) <http://ragemag.fr/il-faut-quon-organise-la-faillite-des-banques-entretien-avec-jean-luc-greau/>
- ☞ (3) <http://l-arenue.blogspot.fr/>

La boîte de Pandore est ouverte...

En demandant aux organisations syndicales et patronales d'ouvrir une négociation interprofessionnelle sur la sécurisation de l'emploi, le gouvernement pourrait bien avoir ouvert une boîte de Pandore.

Dans son discours de clôture de la *Grande conférence sociale*, qui s'est tenue début juillet au Conseil économique, social et environnemental, Jean-Marc Ayrault a invité les partenaires sociaux à entamer des négociations sur la flexisécurité (1), rebaptisée pour l'occasion **sécurisation de l'emploi**. L'objectif initial fixé par le président de République, repris par son Premier ministre et maintes fois rappelé depuis, notamment par le ministre du Travail, est de parvenir d'ici à la fin de l'année - sous peine en cas d'échec de légiférer - à *un compromis historique* témoignant de la volonté des partenaires sociaux de réformer le marché du travail en introduisant plus de flexibilité pour les employeurs et davantage de sécurité pour les salariés.

La négociation a démarré courant octobre et on constate à la lecture des textes présentés par le Medef aux syndicats et aux autres organisations patronales que l'objectif sera très difficile à atteindre. Assouplissement du contrat à durée indéterminée (CDI) et limitation du recours aux licenciements collectifs, tels sont pour l'heure les prétentions patronales qui ont pour seul et unique but de précariser l'emploi, alors que les contreparties proposées sont maigres : Medef,

CGPME (pour les petites et moyennes entreprises) et UPA (artisanat) refusent en effet que le recours abusif aux contrats précaires (CDD et intérim) soit sanctionné comme le souhaitent les syndicats. Quant aux autres demandes des organisations de salariés (accès à la formation, à une couverture complémentaire santé et prévoyance, au logement et au crédit), elles sont renvoyées à des groupes de travail, transférées dans des annexes échappant à la négociation, quand elles ne sont pas purement et simplement écartées.

Le point le plus sensible de cette négociation, qui devait être abordé lors de la séance du 30 novembre, concerne l'encadrement juridique des accords dits de flexibilité. Ceux-ci devraient permettre à une entreprise d'adapter travail et salaires à la conjoncture. Concrètement, ce type d'accord pourrait prévoir de baisser le temps de travail et les salaires ou de travailler plus sans augmentation. Renault, qui vient d'en signer un en Espagne, espère parvenir en France à un accord similaire. Si la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC ont d'ores et déjà déclaré qu'elles étaient prêtes à consentir à certains efforts au nom de l'emploi, la CGT et la CGT-FO s'y refusent catégoriquement. On est loin du *compromis historique* espéré par le président de la République.

Le patronat voudrait que la négociation échoue qu'il ne s'y prendrait pas autrement. On peut légitimement se demander s'il ne s'agit pas d'une stratégie mûrement réfléchie. En agissant ainsi, le Medef et ses acolytes mettent en difficulté le gouvernement qui, certes, a menacé de passer par le Parlement pour imposer sa réforme, mais qui, dans le fond, ne souhaite pas mettre sa menace à exécution. Le débat parlementaire pourrait révéler de nouvelles dissensions au sein du PS, la gauche du parti n'étant guère favorable à la flexisécurité. Par ailleurs, le patronat ferait glisser les discussions du terrain du paritarisme, vers celui du *lobbying*, où il est plus à l'aise, aujourd'hui. Par son intransigeance, le patronat sème la zizanie dans le camp syndical : l'unité d'action entre la CFDT et la CGT, à l'œuvre depuis une dizaine d'années maintenant, pourrait s'en ressentir. Surtout qu'avec leur changement de dirigeants, les deux confédérations entrent dans une nouvelle ère d'incertitude.

Les dissensions pourraient s'accroître en 2013 avec l'entrée en vigueur des nouvelles règles de représentativité syndicale. Les organisations de salariés se trouvent ainsi à la croisée des chemins. Soit elles durcissent leurs revendications et, à l'instar de leurs homologues espagnoles et

portugaises, pourraient être exclues du jeu : c'est la stratégie adoptée par Nicolas Sarkozy à la fin de son quinquennat qui, s'il avait été élu, se serait passé des partenaires sociaux. Soit, elles restent dans la partie pour faire en sorte que la pilule soit la moins amère possible pour les salariés. Les deux options les conduisent au même résultat : l'impuissance. Dernier dégât collatéral : le dialogue social que François Hollande voulait renforcer, mais qu'il aura contribué à détruire.

Cette thèse trouve sa confirmation dans une autre négociation interprofessionnelle qui vient également de démarrer : celle des retraites complémentaires. Là encore, le patronat porte la barre tellement haut, en proposant, pour réduire le déficit des deux caisses (2), un gel des pensions et une décote de 10 % par an pour les salariés qui partiraient à la retraite avant 65 ans, que la CGT a claqué la porte. L'organisation de Bernard Thibault n'a plus qu'une solution : faire descendre les salariés dans la rue pour faire entendre leur voix. Mais le souhaite-t-elle vraiment ? En a-t-elle encore les moyens, seule ? Les Français y sont-ils prêts qui sont de plus en plus résignés et semblent préférer une perte de salaire à la perte de leur emploi. Alors, aller dans la rue sur ce sujet, c'est une autre paire de manche. Les organisations réformistes restent, elles, autour de la table pour limiter les dégâts.

Quand, après avoir ouvert sa fameuse boîte, Pandore a voulu la refermer voyant les fléaux qu'elle avait libérés, seule l'espérance, pas assez rapide, est restée prisonnière...

Nicolas PALUMBO

⁽¹⁾ cf. *Royaliste* n° 1019, page 4, « Une réforme hasardeuse ».

⁽²⁾ L'Agric et l'Arrco qui gèrent les retraites complémentaires : la première pour les cadres, la seconde, pour les autres salariés.

L'État de Palestine

En renforçant son statut à l'ONU, l'Autorité palestinienne privilégie la symbolique. La France est dans sa grande tradition en soutenant cette démarche.

Il paraît que le président Hollande a hésité avant de voter à l'Assemblée Générale de New York, le 29 novembre, en faveur de la demande palestinienne de voir son statut rehaussé d'observateur à État non-membre. La même demande l'an dernier avait reçu l'appui formel du président Sarkozy. Pourquoi des hésitations ? L'Élysée aurait espéré que les États-Unis, après la réélection d'Obama, fassent un geste. Or le calendrier était trop serré. Cela veut-il dire que si la diplomatie américaine avait donné des signes positifs, la France se serait abstenue au cas où les Palestiniens auraient envers et contre tout maintenu leur demande ?

La position américaine est connue : la priorité doit aller à des négociations directes. Washington considère tout détour par New York comme une diversion, une perte de temps, pire une illusion. Pour la diplomatie américaine, l'avenir de la Palestine sera déterminé par la nouvelle configuration du Moyen-Orient entre Égypte, Syrie et Israël, pas par Ramallah.

Pour Paris, c'est rigoureusement l'inverse. C'est toujours la question palestinienne qui est au cœur de l'évolution du Moyen-Orient vers la paix ou vers la guerre. Que l'on trouve une solution et les tensions diminueront. La solution est connue, c'est celle des

deux États. On ne peut pas demander à un mouvement de libération de renoncer à sa cause. L'OLP devait se convertir en autorité responsable : ce fut le chemin poursuivi depuis la déclaration unilatérale d'indépendance de 1988 puis les accords d'Oslo de 1993. Mais revenue en Cisjordanie et à Gaza, l'OLP n'a pas su faire oublier les habits de la guérilla. La mort d'Arafat en 2004 aurait pu déboucher sur la reconnaissance d'un gouvernement sur la base d'élections libres, sauf que celles-ci en 2006 ont vu la victoire du Hamas.

Il est en effet incompréhensible qu'à l'ONU en 2012, la seule représentation palestinienne soit encore celle de l'OLP en tant que mouvement observateur ! La reconnaissance demandée par l'Autorité palestinienne en tant qu'État non-membre est d'ores et déjà en retard sur les événements. Mais elle aura au moins comme conséquence de transformer les ambassadeurs de l'OLP en ambassadeurs d'un gouvernement reconnu.

La dynamique voudrait que l'on enclenche dès à présent la demande de reconnaissance comme État membre à part entière, ce qui suppose l'accord du Conseil de Sécurité, et donc la levée du veto américain. Washington n'acceptera qu'après des négociations sur les divers éléments du statut final, notamment les frontières, la démilitarisation. Mais la négociation entre un État de plein exercice comme

Israël et une Autorité est biaisée dès le départ. Elle est asymétrique. À l'inverse une négociation entre deux États reposant sur la même légitimité, en l'occurrence celle du plan de partage du 29 novembre 1947 - symbolique de la date -, serait infiniment plus productive.

L'Autorité palestinienne, même avec tous les attributs d'un gouvernement, ne peut faire de concessions sans être débordée, battue aux élections, disqualifiée par son propre peuple. En revanche un État internationalement reconnu peut céder beaucoup, à condition qu'il lui reste une frange de territoire et de population, sans rien perdre de sa légitimité. Les négociations ne sauraient aboutir que d'État à État.

Faute d'État palestinien, Israël devra négocier par procuration avec l'État égyptien ou le royaume jordanien, demain la Syrie, voire un jour l'Iran. C'est quelque part toujours son espoir secret, estimant que ce sont les voisins qui comptent pour la survie de l'État juif. C'est sans doute une erreur. Israël a été bien content de voir l'Égypte s'impliquer tant dans la trêve signée avec le Hamas. Mais c'est un jeu dangereux. Car il n'est pas bon pour l'Égypte ni la Jordanie d'être érigés en responsables pour le compte des Palestiniens. La monarchie jordanienne y a plusieurs fois risqué sa vie. Quant à l'Égypte elle a besoin de stabilité. Loin que ce soient ces pays qui influent sur l'attitude des Palestiniens, ce sont ceux-ci qui risquent de les déséquilibrer.

Yves LA MARCK

BRÈVES

◆ **SERBIE** - L'ancien Premier ministre kosovar Ramush Haradinaj a été acquitté des crimes contre l'humanité dont il était accusé lors de son procès en appel au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) à La Haye. Cet acquittement a provoqué une vive réaction du prince héritier Alexandre de Yougoslavie. « *Ce verdict encourage le séparatisme, travaille contre la paix dans la région et annule les efforts visant à normaliser les relations entre Belgrade et Pristina* » ajoutant : « *ce verdict nous a humilié, nous Serbes et autres habitants, en ignorant les victimes et les personnes déplacées. Il a trahi la confiance de nos gouvernements qui ont coopéré pleinement avec le Tribunal croyant en la primauté du droit, du processus démocratique et des droits fondamentaux de l'homme, qui sont déclarés comme la base des lois européennes.* »

◆ **MONTÉNÉGRO** - La Fondation Petrovic Njegoš animée par le prince Nicolas II de Monténégro, en collaboration avec la municipalité de Montpellier, a organisé diverses manifestations à l'occasion du 60^e anniversaire de la mort de la reine Hélène d'Italie décédée en exil le 28 novembre 1952 à Montpellier. La reine Hélène était la fille du roi Nicolas 1^{er} de Monténégro et l'épouse du roi Victor-Emmanuel III d'Italie.

◆ **ESPAGNE** - Le roi Juan Carlos (âgé de 74 ans) a été à nouveau hospitalisé fin novembre pour une opération à la hanche. Cette sixième intervention chirurgicale depuis deux ans inquiète les Espagnols. C'est maintenant son fils Felipe, prince des Asturies, qui assure de plus en plus souvent la représentation de l'Espagne à l'étranger comme il vient de la faire pour la cérémonie d'investiture du nouveau président mexicain. Pour l'année 2013 seuls quatre déplacements du souverain hors du royaume sont prévus.

◆ **BULGARIE** - A l'occasion du 50^e anniversaire du prince Kardam de Bulgarie, fils aîné du roi Siméon II, le secrétariat du roi a indiqué que le prince était toujours à Madrid et que son état de santé était inchangé. Le prince Kardam avait été victime d'un très grave accident de la circulation il y a quatre ans qui l'a laissé lourdement handicapé.

◆ **BELGIQUE** - Le prince héritier Philippe de Belgique vient de diriger une longue et fructueuse mission économique de quinze jours en Australie et en Nouvelle-Zélande à la tête d'une importante délégation d'industriels de son pays. Interrogé au cours de son déplacement au sujet du livre à scandale, *Questions royales*, publié récemment par un journaliste belge et qui le met en cause, le prince a simplement déclaré : « *Je ne suis pas ici pour parler de moi. Je suis ici pour servir la Belgique et les entreprises. Je suis là pour mettre les gens en valeur. Le pays est en crise. Ce qu'on fait ici est vital.* »

Réplique à Anne Lauvergeon

Onvitée à nos *Mercredis* parisiens le 14 novembre, Anne Lauvergeon a présenté son livre de réflexions et de souvenirs ⁽¹⁾, évoquant brièvement son rôle à l'Élysée auprès de François Mitterrand avant de revenir plus longuement sur ses responsabilités à la tête d'Areva. Cette expérience de premier ordre lui permet de mener une réflexion sur l'État stratège qui a donné lieu à une discussion animée. Bertrand Renouvin reprend et prolonge ce débat crucial sur la politique industrielle de la France.

Ane Lauvergeon nous apporte un témoignage lucide et d'une rare franchise sur le jeu des puissances industrielles et financières et sur quelques-uns des principaux personnages qui organisent ou feignent d'organiser des événements qui les dépassent. Terribles portraits de Nicolas Sarkozy, de Claude Guéant, d'Henri Proglio. Terrible description de l'incapacité des autorités japonaises, face à l'accident nucléaire de Fukushima... Je voudrais citer et insister mais les solutions urgentes à apporter à la crise systémique me conduisent à reprendre sans traîner la conclusion d'Anne Lauvergeon - celle d'une femme qui a acquis, à l'Élysée puis à la présidence d'Areva, une connaissance exceptionnelle de l'industrie française et des stratégies des grandes firmes étrangères.

Il y a, bien entendu, accord sur le constat et sur la conviction fondamentale : « Nous n'avons pas eu ces dernières années d'ébauche de politique industrielle [...] Je suis intimement convaincue que sans avenir industriel nous n'avons pas d'avenir du tout. » Les raisons de cette carence sont connues mais il est bon qu'Anne Lauvergeon les rappelle : voici vingt ans, la mise à la mode du secteur

des services selon la perspective d'une *société postindustrielle* dans laquelle l'Occident, toujours génial, serait le concepteur de produits fabriqués par les coolies obtus des pays dits émergents ; s'y ajoutèrent un certain écologisme qui regardait les usines comme des centres polluants et surtout la grande vogue libérale qui commandait de laisser faire les entreprises sur un marché rendu efficient grâce au principe de concurrence édicté par Bruxelles. Résultat : plus aucun grand projet industriel européen n'est lancé et le bilan du sarkozysme en la matière est *mince comme une feuille d'argent*.

En comparaison, Anne Lauvergeon rappelle que « six grands programmes industriels sont lancés à partir des années 1960-1970, à savoir le spatial, les télécoms, le TGV, le nucléaire, l'aéronautique et le plan calcul. Cinq d'entre eux sont des succès évidents qui ont permis la constitution et le développement de grandes entreprises françaises : France Télécom, Alcatel, EADS, Alstom. Des centaines de milliers d'emplois ont été créés. La contribution au commerce extérieur français reste essentielle. Le seul raté reste le plan calcul. » Il y avait alors une volonté politique, nous dit Anne Lauvergeon, et c'est cette volonté qu'il

nous faut retrouver en recréant un État stratège qui devra veiller à la régulation des marchés financiers et à l'orientation pour le long terme des entreprises qui ont des missions de service public. Toutes ces observations sont pertinentes mais le champ de propositions est excessivement restreint et de plus obscurci par des propos ambigus.

Notre adhésion est sans détour lorsque Anne Lauvergeon parle **la langue de l'État**, promoteur de l'intérêt général qui peut seul organiser les activités décisives en fonction de prévisions raisonnées. Pourquoi ne pas dire clairement que *l'État stratège* est un État qui dirige car on n'imagine pas un stratège qui n'exercerait pas les tâches du commandement sur le champ de bataille. Conséquence d'un choix démocratique, la volonté politique est essentielle mais il lui faut s'appuyer sur une administration centrale mobilisée pour assurer la constante impulsion étatique.

Le problème, c'est qu'Anne Lauvergeon nous tient dans le même chapitre **le langage du patronat**. Or le CNPF puis le Medef ont lutté contre l'idée même d'une politique industrielle et la stratégie patronale consiste à maximiser les profits des grandes firmes par réduction de la protection sociale, allègement des charges et dégrèvements fiscaux. Comment Anne Lauvergeon peut-elle reprendre les mots d'ordre déflationnistes qui paralysent progressivement l'activité économique ? Comment *l'État stratège* peut-il mobiliser la collectivité nationale si une organisation de lutte de classes s'emploie à pressurer les salariés de toutes les manières possibles sous prétexte de réduire les coûts ? Il faudra, comme après la guerre, tenir en laisse les organisations patrona-

les - j'ai encore connu dans les années quatre-vingt un François Périgot (2) parfaitement soumis - pour que l'activité des entreprises se déploie dans un souci de justice sociale.

J'en viens à l'évocation des grandes réussites industrielles de notre pays. C'est exaltant mais il n'y a là aucune source d'inspiration concrète pour notre époque ! Pourquoi ? Parce que les programmes évoqués se déroulent dans le cadre d'une politique économique nationale et de relations économiques extérieures sur lesquelles Anne Lauvergeon fait résolument l'impasse ! Loin d'approuver l'idéalisation des Trente glorieuses, j'ai repris les ouvrages (3) que nous apprenions par cœur à l'Institut d'Études Politiques dans les années 1964-1968 pour en dégager quelques points majeurs :

1) L'État fixe la valeur externe de la **monnaie nationale** par le Fonds de Stabilisation des Changes qui a procédé à plusieurs réajustements de parité à partir de 1946, notamment la dévaluation de 17,50 % en décembre 1958.

2) Les mouvements de capitaux en provenance de l'étranger sont étroitement contrôlés : la France bénéficie d'un régime de **contrôle des changes** qui garantit la sincérité des exportations de capitaux et qui empêche les importations déstabilisantes. Ceci dans un système international de taux de change fixes mais ajustables.

3) L'activité économique de la nation est inscrite dans une **planification souple** préparée par le Commissariat général du Plan et arrêtée par le gouvernement puis présentée sous forme de projet de loi au Parlement : objectif de croissance, choix des investissements, exportations, améliorations circuits de financements, politique des revenus... ne contredisent en rien l'activité des entrepreneurs privés qui sont au contraire aidés dans leurs propres anticipations.

4) La politique économique du gouvernement est puissamment relayée par un vaste **secteur public et nationalisé** qui contribue de manière cohérente à l'aménagement du territoire, à la modernisation des équipements et au développement du pays : Air France, la SNCF, le Commissariat à l'énergie atomique comptent parmi nos réalisations les plus nécessaires et les plus populaires.

5) La Banque de France et les banques nationalisées permettent une **politique du crédit** qui concerne son volume, ses taux et ses orientations - par exemple le financement du logement, les subventions aux exportations, le crédit à la consommation.

6) La construction européenne s'effectue selon le traité de Rome qui prévoit la



mise en place d'un Tarif Extérieur Commun, résultat de l'harmonisation progressive des tarifs douaniers nationaux. Cela signifie que le **protectionnisme** est, dans les années soixante, une politique tenue pour nécessaire.

Nostalgie d'une époque révolue et de méthodes désuètes ? En ce cas, pourquoi les autorités russes s'intéressent-elles au modèle économique et financier français des années soixante, alors que nous avons changé de siècle ? Est-il par ailleurs absurde d'établir un lien étroit entre les *moyens* alors employés par l'État et les *résultats* qu'on célèbre aujourd'hui comme particulièrement glorieux ? Je regrette que ces questions ne soient pas posées par Anne Lauvergeon qui continue à refuser les évidences lorsqu'elle évoque les grandes puissances étrangères. Plutôt que de décider dans l'ignorance ou selon l'intérêt de tel groupe, nous dit-elle, « *ne vaut-il pas mieux essayer d'appréhender la stratégie des Chinois, la méthode des Japonais, la force des Américains, le jeu de pouvoirs des Russes ?* »

Ces nations sont très différentes, voire opposées quant à leur régime politique. Elles ont au moins deux caractéristiques communes :

- l'État dispose de toute la liberté d'action nécessaire dans l'ordre économique et choisit librement ce qu'il entend négocier ;


- l'État peut agir sur la valeur de sa monnaie et changer en quelques heures les règles du jeu commercial.

Nul n'ignore que la politique monétaire chinoise est fortement protectionniste ; nul n'ignore que si le gouvernement américain décide de faire baisser le cours du dollar, tous les sacrifices qu'on im-

pose en zone euro au nom de la compétitivité par les coûts seront réduits à néant. C'est se bercer d'illusions que de réclamer avec Anne Lauvergeon « *des États forts, capables de négocier et de s'entendre au niveau européen et international, par exemple dans le cadre d'un G 8 élargi aux grands pays émergents.* » En période de grande crise, les États font plus que jamais la politique de leurs intérêts. Quant à l'**État fort**, il faudrait savoir de quoi l'on parle. Il n'y a pas d'État européen et il n'y aura pas d'État fédéral dans une Union européenne en voie de décomposition. Quant à la France, elle ne sera pas un *État fort* si elle ne prend pas les moyens nécessaires à la protection de ses activités économiques et la mise en cohérence de ses moyens d'action par reconquête de la souveraineté monétaire, par nationalisation des banques et des secteurs-clés de l'industrie.

Ce programme de reconstruction, nul ne veut en entendre parler dans les milieux dirigeants français : le gouvernement socialiste, son opposition de droite, le Medef, les banques... L'oligarchie laisse se développer la logique ultra-libérale, si profitable à ces quelques-uns qui pensent que la violence sociale ne les atteindra pas. Puisque Anne Lauvergeon refuse les complaisances et les lâchetés, que propose-t-elle donc en réponse à mes observations ?

Bertrand RENOUVIN

📖 (1) Anne Lauvergeon - « *La femme qui résiste* », Plon, 2012, prix  Achat immédiat ! franco : 21 €.

(2) Président du Centre national du patronat français de 1986 à 1994.

📖 (3) Notamment : André de Lattre - « *La France* », Collection *politiques économiques*, Sirey, 1966.

De la guerre en Libye

Dans une enquête remarquable, Jean-Christophe Notin expose avec précision tous les aspects de la guerre en Libye ⁽¹⁾. Mais c'est dans la description des opérations menées par l'Armée française qu'il excelle. Des questions politiques demeurent cependant posées.

Nous avons présenté avec enthousiasme le précédent ouvrage de Jean-Christophe Notin (2) et nous retrouvons dans cette première histoire de la guerre en Libye les qualités qui rendent ses ouvrages passionnants et mémorables : informations puisées aux meilleurs sources, présentation claire des opérations et de l'ensemble des dispositifs techniques, sens du récit...

Nous sommes donc transportés au cœur des négociations internationales, dans les différents centres de commandements, puis au-dessus de Benghazi, sur une frégate au large du golfe de Syrte, chez Kadhafi puis dans les rangs des insurgés et avec les hommes du Commandement des Opérations Spéciales. Les actions des Américains et des Anglais sont bien entendu relatées dans leurs détails mais c'est l'Armée française qui occupe la première place dans le livre. Le choix est judicieux car il nous permet de découvrir au fil de l'action la complexité de l'organisation guerrière, les hommes qui la dirigent et qui exécutent les missions, la haute technicité des armes, des instruments de communication et des matériels d'observation et d'écoute... Les éclairages et les innombrables précisions apportées par Jean-Christophe Notin permettent de faire plu-

sieurs observations politiques qui ont leur importance pour l'avenir.

1/ Après l'Afghanistan – autre forme de guerre – la mise à l'épreuve en Libye met en évidence une vérité qu'il faut faire connaître : en cas de nécessité, l'Armée française peut utiliser avec une efficacité redoutable une panoplie complète d'armes et, à tous les échelons, des soldats remarquablement entraînés. C'est parce que la France a quitté l'Otan et choisi l'indépendance militaire que nous bénéficions aujourd'hui de ce formidable atout.

2/ Si notre Armée est d'une qualité exceptionnelle par rapport aux autres armées de l'ouest-européen, elle serait d'une taille trop modeste pour pouvoir faire face victorieusement à une guerre plus longue et plus dure que celle de Libye. Pour la Défense nationale, l'heure n'est pas aux restrictions de crédits mais au développement de l'ensemble des éléments de notre dispositif.

3/ Il est inutile d'invoquer une *défense européenne* qui a démontré une fois de plus son caractère illusoire lorsque la question de l'intervention militaire en Libye s'est posée. L'Allemagne, la République tchèque et la Pologne ont refusé l'envoi de troupes et Catherine Ashton, dont il faut

faire un effort pour se souvenir qu'elle est en charge de la diplomatie de l'Union, a fait la preuve, superfétatoire, de sa parfaite inexistence.

4/ La question des buts de la guerre, longuement analysée par Jean-Christophe Notin, trouve chez lui une réponse simple et convaincante : l'intervention était justifiée par la nécessité d'empêcher le massacre annoncé des combattants et des civils de Benghazi. Les initiatives diplomatiques françaises puis le premier bombardement opéré par l'Armée française ont manifestement empêché cette tragédie. Pour Nicolas Sarkozy, c'est un incontestable succès.

5/ Mais le succès militaire ne saurait faire oublier la déconvenue politique. L'Elysée voulait une opération commune franco-britannique or « *les Britanniques ont leurs bouches et leurs oreilles à Northwood [où se trouve le Permanent Joint Headquarters britannique], mais leur cerveau est à Ramstein, avec les Américains* ». A Paris, la ligne initiale est de tenir l'Otan hors de l'affaire et il aurait été possible de mener les opérations sans les moyens américains – mais avec des risques supplémentaires. Pourtant, ce sont les Américains, engagés en Libye mais désireux de ne pas trop en faire, qui décident de transférer à l'Otan la direc-

tion des opérations. Transfert quelque peu théorique : l'opération « *Unified Protector* » (UP) est dirigée par le général canadien Charles Bouchard mais « *le commandant en chef des forces en Europe, l'amiral Stavridis, est américain ; le chef du QG OTAN à Naples, l'amiral Locklear, est américain ; le patron des opérations aériennes à Izmir, le général Jodice, est américain. L'US Air Force va fournir 90 % des ravitailleurs, l'essentiel des moyens de guerre électronique ; leur flotte de bombardiers à Aviano veillera sur la campagne comme un faucon sur l'épaule du chasseur. Bref, il est patent que rien ne se fera en Libye sans consulter les Américains, voire sans recueillir leur accord* ».

6/ Il est donc patent que les Américains restent les maîtres du jeu et qu'ils le feront sentir là où ils ont des intérêts majeurs à défendre. Machine lourde, inadaptée aux conflits actuels, l'Otan restera un piège pour la France et risque d'être, pour ses dirigeants, le prétexte à réduction de ses capacités militaires.

7/ Jean-Christophe Notin se montre très optimiste quant à l'avenir de la Libye et balaie les avertissements sur la progression de l'islamisme et sur la diffusion du terrorisme. Ses arguments sont solides mais ne sauraient dispenser la France de mener une action résolue et multiforme dans un pays où elle est partout célébrée.

8/ Dernier point, et le moindre : d'un bout à l'autre de l'affaire libyenne, Bernard-Henri Lévy ne fut jamais rien d'autre que la mouche du coche ou, si l'on veut lui témoigner quelque considération, le frelon de l'armada.

B. LA RICHARDAIS

📖 (1) Jean-Christophe Notin – « *La vérité sur notre guerre en Libye* », Fayard, 2012, prix franco : 27 €. [Achat immédiat](#)

📖 (2) « *La guerre de l'ombre des Français en Afghanistan* », Fayard, 2011. [Voir Royaliste n° 996](#). Prix franco : 27 €. [Achat immédiat](#)

La fin du christianisme de gauche ?

Signe des temps : au moment où sortait en librairie un gros ouvrage sur les chrétiens de gauche en France (1), *Témoignage chrétien* annonçait qu'il suspendait sa périodicité hebdomadaire. L'effacement de ce qui fut le journal le plus emblématique du christianisme de gauche correspond au diagnostic des spécialistes qui ont interrogé l'histoire de ce courant depuis la Libération. Celui-ci semble monter en puissance jusqu'au milieu des années soixante-dix. C'est ensuite un déclin à première vue surprenant, puisque ses militants semblaient avoir établi leur suprématie sur les terrains sociaux, politiques et ecclésiaux. Ne s'identifiaient-ils pas à la dynamique même de l'histoire ? Leurs adversaires de droite n'avaient-ils pas été écrasés par un concile qui avait marqué le **ralliement** de l'Église à la modernité ? Comment expliquer alors une sorte de dispersion générale, de disparition dans la nature ? Il y a une explication simple à ce phénomène, fort bien résumée par Denis Pelletier : « *En se fondant à gauche jusqu'à y devenir quasi invisible au cours des dernières décennies, [ces chrétiens] participaient de l'effacement du religieux à l'horizon de la société française, tout en disséminant l'héritage, comme autant de traces que le désenchantement du monde ne parviendrait pas à réduire.* »

La référence implicite à Marcel Gauchet est significative : le christianisme en tant que *religion de la sortie de la religion* impliquait la sécularisation, qui signifie l'émancipation du politique par rapport à toute domination du religieux. Mais cette seule explication ne saurait me satisfaire au moins pour deux raisons. **Tout d'abord**, Marcel Gauchet n'associe pas l'émancipation du temporel à l'effacement total du religieux. Or ce dernier ne semble guère survivre dans ce qui reste de christianisme de gauche, sauf sous son mode purement négatif. Où s'est donc évaporé le sel de la terre ? **En second lieu**, un courant politique original se définit dans une théorisation intellectuelle, des instruments d'analyse de la réalité sociale, des médiations particulières pour intervenir sur le terrain. Or, on est bien en peine de définir un ensemble vraiment structuré qui puisse définir la gauche chrétienne, comme on pourrait définir la droite libérale ou la gauche jacobine. Il est quand même caractéristique que Jacques Julliard, dans son grand livre sur les gauches françaises (2) ne fasse que des allusions à cette gauche chrétienne. C'est quand même un énorme problème, si l'on songe en plus au fait que Julliard est lui-même, à sa manière, **chrétien de gauche**.

La perplexité s'accroît lorsqu'on vérifie dans le même ouvrage l'importance des références intellectuelles. Trois noms se distingueraient, en effet, comme significatifs de l'inspiration des militants chrétiens progressistes : Emmanuel Mounier, Pierre Teilhard de Chardin et Marie-Dominique Chenu. Or, seul le premier est mentionné par Jacques Julliard, de façon d'ailleurs marginale. Les deux autres sont absents purement et simplement ! On est bien obligé d'en déduire une curieuse impression de faiblesse spéculative. Et celle-ci se renforce à l'examen des engagements successifs des groupes

et des militants. Le *progressisme* chrétien, qui se prolongera jusqu'aux années quatre-vingt, se rapporte directement à la fascination pour le marxisme et à la collaboration pratique avec le Parti communiste : de Bernanos à Clavel, c'est la même colère contre cette contagion qui s'explique à la fois par une générosité dévoyée et par l'attraction pour un déterminisme qui semble inflexible en faveur d'une eschatologie détournée. Même Mounier n'échappe pas à la tendance, persuadé que l'équilibre du monde est en train de basculer de ce côté, tandis que le christianisme s'accroche à ses terroirs retardataires. Il faudra très longtemps pour que la puissance du *philtre* se dissipe. Seul l'effondrement du bloc de l'Est marquera la rupture avec une mutation culturelle qui correspond d'ailleurs à ce qu'on appelle post-modernité.

Mais il est vrai en même temps que les chrétiens de gauche ont mené d'autres combats où ils étaient en cohérence avec leur conscience évangélique. L'expression de **dreyfusisme chrétien** à propos de l'attitude de beaucoup pendant les guerres dites coloniales est plutôt bien choisie. Analogiquement on peut faire le rapprochement avec l'attitude de Péguy au moment de *l'Affaire*. Il s'agit de se battre pour la justice, mais aussi pour la réconciliation et la dignité humaine bafouée par la pratique de la torture. Mais il y a une dimension politique à cette attitude morale, celle qui, par exemple, conduit ces chrétiens à se rapprocher de la *petite gauche*, celle qui n'est ni communiste, ni SFIO. Pierre Mendès-France sera la référence du combat anticolonialiste. Un François Mauriac concevra beaucoup d'espoir dans cette nouvelle configuration. Mais n'est-elle pas problématique ? On peut être du parti de la négociation en Algérie, sans appartenir aux porteurs de valises du FLN ou partager les illusions du tiers-mondisme. Ceci explique le caractère provisoire de ce dreyfusisme, qui ne survivra pas à l'avènement de la V^e République. François Mauriac, Henri-Irénée Marrou ou Pierre-Henri Simon ne sont pas disposés à suivre un André Mandouze au bout de ses engagements.

Et puis les choses ne cessent de se compliquer. Le mendésisme ne s'identifie pas seulement à la décolonisation. Il se rapporte à une conception de l'économie que ne partagent pas des militants beaucoup plus à gauche. La double orientation d'une revue comme *Esprit* est significative de certaines tensions et même de contradictions entre l'hostilité au capitalisme et une conception managériale de l'économie qui est celle de hauts fonctionnaires d'une autre sensibilité **progressiste**. Il ne faut pas oublier non plus la dimension religieuse qui va opposer Mauriac et Marrou aux contestataires d'après Vatican II. Nous avons assez connu ici Jean-Marie Domenach dans ses dernières années, pour avoir compris ses perplexités à l'égard de son propre passé militant. Voilà qui nous oblige finalement à formuler un diagnostic sur ce déclin datant des alentours de 1975. Nous sommes alors proches de la victoire de François Mitterrand que les chrétiens de gauche ont préparé très efficacement, en fournissant des cadres au nouveau parti socialiste et tout un tissu associatif et syndical qui lui a donné d'autres bases électorales. Pourquoi alors cette disparition ? J'esquisserai deux raisons. **La première** est d'ordre politique. Nous avons vu qu'il n'y avait pas de structure susceptible de créer une cinquième gauche du côté de ceux qui avaient couru après la modernité, sans se l'approprier. **L'autre raison** est de nature théologique. Contrairement à ce que l'on pouvait imaginer, il n'y avait pas non plus de pensée religieuse cohérente chez ces militants avides d'une réconciliation-fusion avec le monde du vingtième siècle. ■

📖 (1) Denis Pelletier & Jean-Louis Schlegel - « *À la gauche du Christ - Les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours* », Seuil, prix franco : 29 €.

[Achat immédiat](#)

📖 (2) Jacques Julliard - « *Les gauches françaises* », Flammarion, prix franco : 28 €. Voir *Royaliste* n° 1020.

[Achat immédiat](#)



par Gérard Leclerc

Aragon interdit

Aragon, la confusion des genres ⁽¹⁾ est le titre d'un petit ouvrage de réflexion sur l'auteur du *Fou d'Elsa* que Daniel Bournoux vient de publier chez Gallimard dans la collection *L'Un et l'autre* dirigée par J.-B. Pontalis. Or voici que son septième chapitre, menaçant de porter atteinte à la vie privée a tout bonnement été censuré, expulsé du volume.

Daniel Bournoux est un philosophe, professeur émérite à l'Université de Grenoble et compagnon de Régis Debray aux *Cahiers de médiologie* (2). Ce spécialiste d'Aragon dirige l'édition de ses *Œuvres romanesques complètes* dans la Pléiade (3).

Le titre de son livre, *Confusion des genres*, ne vise donc pas telle ou telle actuelle **réforme de société** bien que, par un détour instructif, elle y ramène.

La toile étant ce qu'elle est, il est aisé de prendre connaissance du texte incriminé (4) et de se rendre compte que son auteur, en rapportant non sans talent la scène que lui offrit le poète vieillissant en 1971 à Toulon, quand il l'attira dans sa chambre d'hôtel pour lui lire des pages de son roman, avait une tout autre visée que pornographique. Brossé d'une plume corrosive, le portrait de ce faux lion au regard oblique « dont la haute silhouette dépassait la mesure ordinaire de l'homme ou de la femme et suggérait l'apparition mélodieuze de la Sphinge ou de quelque serpent à sonnettes à la morsure sucrée », qui court se travestir pour offrir au jeune admirateur le spectacle sordide d'une drag queen, déployant pour lui « l'éventail du désir amoureux sans léziner sur l'orchestre, ponctuant par les clochettes de la douleur le largo langoureux des

stances, tressant ses trilles au frémissement des cordes... » dans une psalmodie littéraire mélodieusement sublime, et grotesque, nous emporte à cent lieues de toute diffamation.

Au demeurant, si Bournoux dit s'être dérobé à ses redoutables invites, il confesse que « l'abîme ouvert par Castille » (alias Aragon !) ne le détourna pas de le revoir, et qu'au contraire fréquentant davantage ses livres, « le mélodieux frelon me parut plus proche, et presque fraternel, du jour où il me révéla sa fêlure. » De là naquit sans doute la longue fidélité qui lui a fait servir avec ferveur l'édition d'une œuvre, qui illustre justement une **confusion des genres** prônée par son auteur dans un sens plus poliment littéraire.

Mais en quoi le dandysme carnavalesque d'Aragon peut-il passer aujourd'hui pour une scandaleuse révélation ? Ceux qui ont dans les mêmes années collaboré à l'hebdomadaire littéraire d'exception qu'était *Les Lettres françaises* et connu Pierre Daix, son rédacteur en chef, ont su à demimot sous quelles formes paroxystiques le deuil d'Elsa, morte le 16 juin 1970, était pour ainsi dire célébré par son compagnon. Il me souvient d'un début de soirée à l'Odéon où nous nous étions infiltrés dans la loge présidentielle avec l'ami Zbigniew Herbert, et surplombions l'envol des gestes de l'histriion et la lancinante mélodie de ses

stances à la morte, au point qu'il m'a fallu bâillonner le rugissement du poète polonais, indigné que pas une once de ce chagrin ne soit allée aux persécutés dans les capitales totalitaires de l'Est où les apparatchiks encensaient le monument Aragon comme une idole.

Bournoux est cependant le premier à décrire finement la fusion émotionnelle par laquelle l'abîme béant laissé par la femme aimée se transférait vers le trop-plein d'une appétence homosexuelle, latent au moins sous forme littéraire dans la relation passionnelle avec Breton... Une *fêlure*, écrit-il avec justesse. Et déjà clairement une double confusion.

À laquelle s'ajoutait à nos yeux en 70-71 une confusion d'une autre ampleur : une imposture quasi cosmique était en voie d'effondrement dans les consciences. L'ami Daix, lors d'un tête-à-tête demeuré pour moi émouvant, sanglotait de repentir après avoir lu et relu **toute la nuit** l'*Ivan Denissovitch* du zek Soljenitsyne et compris quel mensonge militait l'avait rendu complice d'un Goulag que sa loyauté communiste à l'égard de l'URSS, et son antinazisme des camps, lui interdisaient jusqu'ici de reconnaître.

Dans cette oasis de liberté intelligente qu'étaient les *Lettres françaises* où il se payait le luxe d'accueillir des plumes

répudiées par les autres hebdomadaires, il savait mieux que personne à quelle situation schizophrénique il le devait. Le Parti pétrifié de doxa stalinienne continuait d'arborer Aragon en fossile de parfait-poète-prolétaire et tremblait que l'image incongrue de ses *frases séniles* ne vienne gâter le tableau ; c'est pourquoi il laissait la bride sur le cou aux *Lettres françaises*. Entre le corps idéologique en décomposition et la fermentation des humeurs orgiaques du grand prêtre, une alliance objective cachait et révélait à la fois l'absolu désespoir historique du progressisme.

Et ce détour ramène à l'heure actuelle : l'homosexualité ou plutôt le mythe homosexuel, y joue le révélateur. Que le dernier compagnon du maître, piqué d'avoir été croqué à vif par Daniel Bournoux, impose avec aigreur sa censure, est affaire mineure. Que le plus grand éditeur parisien s'y prête est pitoyable ! Mais que le couperet s'abatte sur la description littérairement si véridique de la scène où le vieux poète se trahit, se livre en un combat, *agonie* au sens propre, où sa libido se farde de grotesque dans l'immense désir d'être comblée du ciel - qu'un interdit fasse censurer ces pages-là, prend une dimension tragique à l'heure où un progressisme de petits bourgeois obtient l'obligation d'inscrire l'homosexualité dans la norme sociale, de la prescrire, et d'incarner cette liaison-là - l'impossible déliaison du sexe, fêlure et confusion - dans le mariage conçu comme maison de poupée agréée, voilà le scandale.

Traquer ainsi ce visage d'Aragon, c'est remettre Oscar Wilde en prison.

Luc de GOUSTINE

📖 (1) Daniel Bournoux - « *Aragon, la confusion des genres* », Gallimard, prix franco : 21 €. [Achat immédiat](#)

📖 (2) Publiés à partir de 1996 chez Gallimard puis Fayard, et devenus aujourd'hui la revue trimestrielle *Médium*.

📖 (3) En cinq volumes dont le quatrième est paru en septembre 2008.

📖 (4) <http://bibliobs.nouvel-obs.com/documents/20121024.OBS6797/affaire-aragon-le-chapitre-censure.html>

À nos lecteurs et amis

Vous vous en êtes sans doute aperçu, la NAR vient de vivre quelques semaines de fortes turbulences...

Outre quelques ennuis de santé de notre directeur politique, nous avons subi une cascade de pannes informatiques. La carte mère de notre ordinateur principal a rendu l'âme, suivie quelques jours plus tard du disque dur externe sur lequel nous sauvegardions nos données. Nos anciens périphériques (imprimante, fax) se sont révélés incompatibles avec le nouvel ordinateur que nous avons acheté en catastrophe et – cerise sur le gâteau – notre connexion à Internet a été impossible !

Aujourd'hui toutes les choses rentrent progressivement dans l'ordre et nous nous efforçons de rattraper le retard (en particulier la mise à jour de notre site Internet et la fabrication de la version Internet du journal). Et comme on dit dans les transports en commun : « Excusez-nous pour la gêne occasionnée... ».

Autre excuse à adresser à ceux de nos amis parisiens que nous n'avons pu prévenir à temps de l'annulation de la conférence de Jacques Julliard du 28 novembre. Ce dernier, souffrant, nous a prévenu dans l'après-midi et la panne informatique nous a privé de liaison Internet...

Mais rassurez-vous : *Tout va très bien Madame la Marquise...*

Yvan AUMONT

CONGRÈS 2013

Le Congrès annuel de la Nouvelle Action Royaliste se tiendra les **13 et 14 avril 2013**.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au Congrès et au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande ou téléchargeable sur notre site internet).

Les thèmes retenus pour

cette année sont, d'une part, "*L'unité de la nation française*" et, d'autre part, "*Politique militaire de la France*".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur.

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet :
<http://www.narinfo.fr> (Informations et actualités)
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (10 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 6 €).

● Mercredi 12 décembre - Colonel d'infanterie, docteur en sciences politiques, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques, **René CAGNAT** s'est établi au Kirghizstan après avoir été attaché militaire dans plusieurs pays de l'Est et en Asie centrale.

Dans un ouvrage tout récent, il dénonce « **Les sept piliers de la bêtise** » américaine en Afghanistan. Obsédés par leur désir de vengeance après le 11 Septembre, les militaires américains ont mené une guerre classique en ignorant délibérément les réalités afghanes. Leur échec est indéniable, quant à la stabilisation politique de l'Afghanistan, dans la lutte contre l'islamisme et dans la lutte contre la drogue qui inonde l'Asie centrale, la Russie et l'Europe de l'Ouest. Dans le souvenir de la conférence que nous avait faite René Cagnat sur la défense de l'Asie centrale, nous envisagerons plus particulièrement la manière, politique,

militaire, policière, de combattre les marchands de drogue.

● Mercredi 19 décembre - Voici vingt ans, la République fédérative socialiste de Yougoslavie se disloquait à la suite de la sécession de la Slovénie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine et de la Macédoine. S'ouvrit une longue période de sanglants conflits, marquée par l'intervention des États-Unis et de plusieurs États européens... Mais depuis douze ans les pays de l'ancienne Yougoslavie ont cessé d'intéresser les dirigeants politiques de l'Ouest européen, les médias et leurs intellectuels attirés. Seuls l'adhésion d'un pays à l'Union européenne fait l'objet de brèves mentions.

Nous avons demandé à **Jean-Arnault DERENS**, rédacteur en chef du *Courrier des Balkans* et auteur de nombreux ouvrages sur cette région, de nous dire ce qu'il en est « **Vingt ans après la Yougoslavie** ». Il évoquera la République Yougoslave et l'histoire de sa destruction afin de nous expliquer la situation des différents États qui ont succédé à la fédération et au régime politique longtemps incarné par le maréchal Tito.

● Mercredis 26 décembre et 2 janvier - Pas de réunion en raison des vacances de Noël.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (10 € pour l'année)

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)
ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Éloge d'une sacrifiée

L'ambition sans conviction directrice engendre des haines dont le spectacle nous est donné à l'UMP par la guerre inexpiable entre Jean-François Copé et François Fillon. Les socialistes, qui ont connu les mêmes aveuglements frénétiques lorsqu'il n'y avait qu'un seul fauteuil pour deux ou trois, prennent maintenant des airs modestes sans voir le point commun entre le gentil hollandisme et la furie droitière. Lequel ?

L'absence de conviction. Tous sont des enfants de la « communication » fondée sur le mépris des « gens », qui auraient des capacités d'écoute et de compréhension aussi réduite que leur mémoire. Tous sont des acharnés du « plan de carrière » qui, pour les chefs et sous-chefs de parti, trouve son aboutissement à l'Élysée. François Hollande, plus réservé que Nicolas Sarkozy, n'en dit pas moins sa satisfaction d'avoir atteint son but dans la vie. Ses successeurs potentiels, parmi lesquels Arnaud Montebourg, se préparent en apprenant à avaler toutes les couleuvres qu'on leur présente : rien n'est plus important que de démontrer, jour après jour, qu'on saura toujours se soumettre aux injonctions des puissants. Pour la carrière, le courage relève de la folie suicidaire.

Ce comportement est hautement rentable, si l'on accepte de sacrifier au bon moment ses camarades, ses amis et bien entendu les chers électeurs qui ont voulu croire au programme décliné avec talent. Somme toute, c'est la politique qui est sacrifiée par les hommes politiques d'aujourd'hui, même quand ils occupent les plus hautes fonc-

tions de l'État. La politique, c'est-à-dire le pouvoir, qui est l'art de rendre possible l'improbable et l'incertain, parfois même l'impossible. La politique, c'est-à-dire le peuple, la nation, la France et le corps des principes qui nous constituent.

Le fossé entre les hommes de carrière et la politique était particulièrement profond et désespérant dans la seconde quinzaine de novembre. Pendant le déroulé du feuilleton UMP, deux événements majeurs se



produisaient en Europe de l'Ouest : au Conseil européen, l'absence d'accord sur le budget de l'Union européenne puis, après maints échecs et tergiversations, un arrangement sur la Grèce. Sur le budget, François Hollande a déclaré qu'il gardait bon espoir pour un compromis ultérieur. Quant à « la résolution de la crise grecque », elle « va permettre maintenant de lever tous les doutes sur l'avenir de la zone euro, son intégrité, sa pérennité ».

C'est nous prendre pour des imbéciles. Les discussions budgétaires font apparaître des oppositions radicales entre des intérêts nationaux (1). Il n'y aura pas de compromis, sauf

dans la forme, mais des vainqueurs et des vaincus. Cela signifie que l'Union européenne est morte dans son principe et se prolonge sous forme d'expédients qui permettent que chacun reste à son poste et continue sa carrière dans l'usine à gaz bruxelloise. Quant à la zone euro, c'est se moquer du monde que de proclamer tous les trois mois que la crise est résolue. Tout citoyen qui s'intéresse à l'actualité sait que le taux de chômage de la zone euro est passé de 11,6 % en septembre à 11,7 %, soit 18,7 millions de chômeurs dans les 17 pays membres de l'union monétaire. Et sur les chaînes ultra-orthodoxes d'information continue, des commentateurs lâchent les vérités qui fâchent (2), sans doute parce qu'ils croient que la colère populaire sera toujours impuissante. Ainsi Nicolas Doze qui nous raconte que l'arrangement sur la Grèce, « ça va être un défaut clandestin » qu'on fera peu à peu payer aux contribuables. Là encore, expédients, tour de passe-passe et mensonges, mensonges éhontés des dirigeants du pays qui cherchent à gagner un peu de temps sur le temps de la crise.

Avec nos amis hétérodoxes, nous continuerons à soutenir que l'action politique doit être le résultat d'une conviction exprimée sous forme de projets élaborés pour la collectivité nationale. Dans les hautes sphères, de tels propos sont tenus pour sympathiques et insignifiants en raison de la faiblesse électorale, médiatique et financière de ceux qui les tiennent. Pourtant, d'illustres exemples montrent que quelques-uns peuvent en rassembler beaucoup, dès lors qu'il s'agit de la France.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. Jacques Sapir : « Europe, fin de partie ? » <http://russeurope.hypotheses.org/539>

(2) Voir notre *Écho des blogs* en page 3.